

NATHALIE DELAPALME

Directeur exécutif, recherche et politiques publiques, *Mo Ibrahim Foundation*

Thierry de MONTBRIAL

Je crois que nous allons regarder aussi avec Nathalie les questions de gouvernance d'un peu plus près, non pas au sens de la gouvernance internationale ou de la gouvernance régionale, mais au sens de la gouvernance de chaque pays africain pris un à un. Effectivement, c'est une des tâches. Peut-être qu'il faut vous expliquer en deux ou trois mots d'ailleurs pour ceux qui ne le savent pas les missions que s'est donnée la Mo Ibrahim Foundation.

Nathalie DELAPALME

Merci beaucoup Thierry. La fondation Mo Ibrahim publie chaque année un rapport sur l'état de la gouvernance publique dans chacun des 54 pays du continent africain. Il s'agit de la gouvernance au sens large, pas simplement de l'état de la démocratie et des droits de l'homme ou de la lutte contre la corruption, mais, plus largement, de la capacité des états à délivrer le panier de biens et services publics que tout citoyen du XXI^{ème} siècle est en droit d'attendre de son gouvernement. Ce rapport repose sur une batterie de 95 indicateurs qui proviennent de 33 sources différentes. J'insiste sur ce chiffre, parce que c'est bien le résultat du regard croisé de 33 institutions et non pas un jugement de valeur porté par la Fondation. Ces indicateurs sont regroupés sous quatre grandes dimensions, deux de nature plus politique, *Sécurité et Etat de Droit* et *Participation et Droits de l'Homme*, et deux de nature plus économique, *Opportunités Economiques Durables* et *Développement Humain*. Cette année, notre analyse a porté sur l'évolution de la gouvernance sur le continent africain au cours de la décennie 2006-2015. Nous avons abouti à des constats qui recouvrent en grande partie ce que vient de dire mon ami Tidiane Gadio.

Le premier constat, c'est qu'il convient de ne pas retomber trop vite dans un afro-pessimisme débridé. Au cours de la décennie passée, l'état global de la gouvernance sur le continent africain a progressé en moyenne d'un point. Plus concrètement, 70 % de la population du continent africain vit aujourd'hui dans un pays dont le niveau moyen de gouvernance est meilleur qu'il y a dix ans.

Le deuxième constat, c'est donc que cette moyenne continentale recouvre des divergences fortes. L'Afrique, c'est 54 pays avec 54 géographies, 54 histoires différentes, 54 trajectoires souvent divergentes. Entre le premier et le dernier pays du classement, Maurice et la Somalie, il y a 80 points d'écart (sur 100), ce qui est conséquent. Au cours de ces dix années, une majorité de pays, soit 37, ont progressé, et 16 se sont dégradés, certains de façon considérable. Parmi ceux qui ont progressé, 10 pays ont progressé de plus de cinq points, notamment la Côte d'Ivoire, le Togo et le Zimbabwe. 4 se sont dégradés de plus de cinq points, en particulier la Libye et Madagascar.

Le troisième constat, c'est qu'il n'y a pas de situation irrémédiable ou acquise, dans un sens ou dans l'autre. Ainsi l'Afrique du Sud et le Ghana, aujourd'hui encore dans les 10 premiers, dans le *Top Ten* - respectivement à la 9^e et à la 10^e place, sont aussi ceux qui affichent la 8^e et la 9^e plus forte détérioration de la décennie. Ce qui veut dire que très vraisemblablement, l'année prochaine, ils sortiront du *Top Ten*. C'est préoccupant. En dix ans, la Libye a chuté du 29^e au 51^e rang. En revanche, des pays comme la Côte d'Ivoire et le Zimbabwe, tous deux en crise au début de la décennie, figurent parmi les trois pays qui ont le plus fortement progressé sur dix ans.

Le quatrième constat, c'est aussi la divergence d'évolution des composantes de la gouvernance, avec l'apparition de signaux préoccupants. Et on retrouve ici l'essentiel des analyses que Tidiane vient d'exposer. Trois des quatre grandes composantes de l'Indice de gouvernance : *Participation et Droits de l'Homme*, *Développement Humain* et

Opportunités Economiques Durables ont incontestablement progressé au cours de la décennie. En revanche, la composante *Sécurité et Etat de droit* s'est fortement détériorée puisqu'en moyenne ce déclin atteint un peu plus de trois points, ce qui revient à dire plus concrètement que pratiquement les deux tiers de la population du continent (64 %) vivent aujourd'hui dans un pays où la situation s'est fortement dégradée en dix ans. 33 pays sur les 54 ont décliné, 15 pays de plus de cinq points et 6 de plus de dix points.

En réalité, ce que l'on observe, c'est moins la dégradation de la dimension *Etat de droit*, qui reste marginale, que la très forte détérioration de la composante *Sécurité*, à la fois sécurité nationale et sécurité personnelle. Cette évolution recouvre un changement fondamental des composantes des crises. Si certains conflits demeurent ou même deviennent résurgents, le déclin des conflits interétatiques apparu depuis la fin du siècle dernier se confirme. Mais on assiste en revanche à un double mouvement : la montée à la fois des tensions domestiques et celle des menaces transversales et partagées. Tidiane a déjà évoqué ces dernières notamment le terrorisme et la drogue. La drogue, ce n'est plus simplement le trafic, mais désormais la consommation et la production, ce qui est assez nouveau sur le continent africain. Le terrorisme touche en particulier le flanc Est du continent africain et les pays de la bande sahélienne, mais aussi, de façon assez nouvelle au cours des dernières années, des pays comme le Nigeria et le Cameroun. La pince se referme.

A vrai dire, même l'évolution globalement positive des trois autres dimensions recouvrent des éléments qui méritent attention. Ainsi la dimension *Participation et Droits de l'Homme* affiche une progression assez sensible d'un peu plus de deux points sur la décennie, ce qui revient aussi à dire que près de 80 % de la population du continent vit dans un pays où la situation en la matière s'est améliorée. De fait, un certain nombre d'élections démocratiques se sont déroulées de façon libre et transparente sur le continent africain et c'est ce que les indicateurs prennent en compte.

Mais il y a ici deux bémols. Le premier, c'est que ces indicateurs dont nous disposons pour évaluer l'état de la participation démocratique sont insuffisants. La démocratie ne peut pas se résumer à la tenue tous les cinq ans d'élections exécutives qualifiées de libres et transparentes par les observateurs internationaux. Il y a aujourd'hui, et vous l'évoquiez ce matin, Thierry, dans votre intervention liminaire, un désenchantement dans le meilleur des cas, un rejet complet dans le pire, du modèle démocratique occidental. Cette remise en cause a la fois des valeurs et des outils de la démocratie sur un continent où la majorité de la population a moins de 25 ans et utilise de façon croissante les réseaux sociaux est un sujet majeur qui mérite attention. Le second, c'est la détérioration des indicateurs liés à l'espace de la société civile dans un certain nombre de pays.

Même constat à mitiger pour la dimension *Opportunité Economique Durable*. On observe là aussi un progrès assez marqué, avec 38 pays qui progressent, certains de façon tout à fait remarquable. Ces 38 pays représentent 70 % de la population du continent et près des trois quarts du PNB. Il faut saluer ici la progression remarquable de certains pays : le Maroc qui caracole en tête de cette progression avec plus de treize points, mais aussi le Rwanda et l'Egypte, ainsi que le Togo et le Niger, qui évidemment partent de beaucoup plus bas. Le Maroc, l'Egypte ou le Rwanda, déjà relativement élevés dans le classement de l'indice Ibrahim, pourraient bien s'ils maintiennent ce rythme remplacer à terme les pays en train de quitter le *Top Ten*. De même, la progression conséquente des indicateurs relatifs au secteur rural et agricole est un élément essentiel pour le continent africain. Dans un monde où la demande alimentaire globale augmente et où l'offre agricole globale diminue, il y a là certainement un potentiel tout à fait important pour l'Afrique. Mais, là aussi, il y a des bémols. Si, incontestablement, grâce à l'engagement conséquent de la communauté internationale, des partenaires du continent, des grandes institutions financières internationales, des gouvernements et du secteur privé africains, les infrastructures sur le continent ont progressé, il reste un gros point noir, si je puis dire, qui est la distribution électrique. 40 % de la population du continent a vu cet indicateur se dégrader au cours des dix dernières années. C'est aujourd'hui un frein majeur à la poursuite du progrès économique évoqué. Le deuxième, c'est la situation des 14 pays producteurs de pétrole qui ont bénéficié de la bulle du prix du baril au cours des dix années

examinées. Or ces 14 pays affichent un encéphalogramme plat sur la même période pour trois indicateurs majeurs qui sont la diversification économique, les ressources budgétaires autonomes, et l'accès à l'électricité de leur propre population. Soit à la fois des occasions perdues et une incapacité à aborder la baisse actuelle du prix du baril de façon efficace.

La dernière dimension, *Développement Humain*, est celle qui a le plus progressé, pratiquement trois points sur la décennie. Là encore cela traduit notamment l'engagement de la communauté internationale autour des OMD, mais appelle aussi des bémols. Le plus préoccupant concerne l'éducation. Incontestablement, le niveau d'éducation sur le continent africain a progressé. Mais pas les perspectives d'emploi. La fracture qui aujourd'hui se creuse entre le niveau d'éducation et les perspectives d'emploi, sur un continent aussi jeune, est préoccupante. Si on y ajoute le désenchantement démocratique évoqué plus tôt, il y a là tous les ingrédients d'une crise profonde, et qui ne menace pas seulement le continent africain.

En conclusion, nous assistons aujourd'hui à un retour de balancier. Il y a plus de dix ans, nous étions soumis à un afro-pessimisme excessif. Nous avons ensuite basculé vers un afro-optimisme qui l'était sans doute tout autant. La vérité est entre les deux et il faut faire preuve d'afro-réalisme. De plus, le temps est passé de parler de l'Afrique en général comme autrefois on évoquait l'Extrême-Orient, l'Indochine ou l'Asie. Mais surtout, nous ne pouvons plus considérer non plus que les crises africaines sont des crises spécifiques, que « l'Afrique » est un continent voué à des conflits ou des crises particulières et circonscrites : épidémies, famines, conflits postcoloniaux.

Il s'agit aujourd'hui exactement des mêmes crises et des mêmes défis que ceux du monde entier ; chômage des jeunes, remise en cause des valeurs démocratiques, crise de leadership, menace terroriste, changement climatique.... Tous ces sujets évoqués sur d'autres continents sont des sujets partagés, qui se cumulent sur un continent africain qui les affronte tous à la fois, avec une majorité très jeune. Il y a une double triangulation entre sécurité et développement. Incontestablement, pas de sécurité sur le continent africain sans développement économique ni l'inverse. Mais pas non plus de sécurité pour les voisins immédiats du continent africain -du Nord et de l'Est - sans stabilité du continent africain, ni de maintien de la croissance pour les voisins du Nord et de l'Est sans développement à la fois soutenable, équitable et partagé sur le continent africain.

Thierry de MONTBRIAL

Merci beaucoup Nathalie. Je crois que nous avons entendu deux interventions d'une très grande richesse, très précises là aussi et assez complémentaires en ce sens que c'est en effet réaliste. C'est-à-dire qu'au-delà de ces mouvements de balancier que Nathalie a évoqués, je crois qu'il y a une grande cohérence aussi entre les deux interventions. En même temps, il y a quelque chose d'ailleurs qui m'a toujours frappé, c'est qu'il y a beaucoup de personnes non africaines dont font partie Nathalie Delapalme ou Christine Desouches au premier rang qui ont une sorte d'amour pour l'Afrique et un amour justement qui va jusqu'à une compréhension fine, néanmoins sans forcément trop d'indulgence, mais une sévérité, une certaine conscience. Ce que j'aimerais bien, c'est que dans la petite vingtaine de minutes qui nous restent, parce qu'il faudra vraiment que nous arrêtions à l'heure, nous parlions un petit peu de l'avenir. Nous avons un constat. Je crois qu'aussi bien Tidiane que Nathalie ont fait un constat.